

## HISTOIRE CERTAINS ENTREPRENEURS CANADIENNE: CANADIENS NE SONT PAS LES BIENVENUS EN ISRAËL



Toute personne déplorant le faible taux de participation des électeurs et le désintérêt général des jeunes Canadiens envers le devoir civique devrait d'abord parler à Khaled Sabawi, 26 ans. Cet ingénieur diplômé et résident de London, Ontario, a une histoire intéressante à raconter, une histoire ayant retenu l'attention entre autres de *Time.com*, du *Haaretz* en Israël et de *CBC*, et qui devrait être une source de préoccupation pour les législateurs canadiens. De nombreuses lettres et appels au bureau de son député local à ce sujet sont toutefois restés sans réponse. La surprise de Khaled face à l'indifférence de son gouvernement est à la fois poignante et touchante, en plus d'être un triste exemple de la façon dont l'engagement politique peut transformer l'énergie juvénile, la créativité et l'action vers un changement positif en cynisme.

À un âge où d'autres entreprennent de parcourir le monde ou se demandent ce qu'ils peuvent faire de leurs diplômes, Khaled s'associait avec son père pour fonder MENA Geothermal, une compagnie qui a développé une façon d'utiliser l'énergie propre et renouvelable provenant de la température du sol de la Terre pour chauffer et climatiser les maisons. La technologie a permis à Khaled de remporter le Energy Globe Award en 2008 et a attiré l'attention de bon nombre d'entreprises intéressées à un partenariat avec MENA Geothermal pour développer des édifices verts et différents projets immobiliers.

Alors que tout se passait bien, un malencontreux revirement de situation se produisit – Khaled Sabawi et son père, tous deux citoyens canadiens et entrepreneurs respectés, ont récemment vu leurs mouvements limités, sans qu'ils ne puissent expliquer pourquoi, au point qu'ils ont dû complètement repenser le modèle de leur entreprise, voire de déraciner tout le travail qu'ils ont fait pour apporter une énergie verte à la fois nécessaire et à bas prix, dans un des endroits les plus prioritaires de la planète: les territoires palestiniens.



*Khaled Al Sabawi a grandi à London, en Ontario, et a fréquenté l'Université de Waterloo avant de rejoindre son père en affaires dans des projets énergétiques à la fine pointe de la technologie.*



*Ici, Khaled Al Sabawi accepte le National Energy Globe Award à Prague en mars 2009 pour l'un des projets énergétique de MENA Geothermal intitulé UCI Headquarters Building.*

### **Donner en retour**

Même s'il est né au Koweït, Khaled Sabawi a passé la majeure partie de sa vie en tant que citoyen canadien. Peut-être en raison des épreuves endurées par ses parents en tant que réfugiés palestiniens dans le monde arabe, Khaled évoque avec un patriotisme passionné les droits et privilèges qui s'offrent à lui en tant que Canadien. Ce respect a également fait émerger en lui un sentiment de responsabilité envers la communauté palestinienne que ses parents ont laissée derrière eux, une communauté qui doit compter sur l'aide extérieure pour assurer même les services les plus élémentaires à ses membres.

« Si ce n'est pas nous, qui le fera? », demande Khaled en référence aux personnes ayant des racines palestiniennes et un accès à l'éducation, à l'emploi et à la liberté de mouvement. Il est inspiré par son père, Mohammad Sabawi, qui croit en la paix par la relance économique, investissant personnellement dans l'économie de Gaza et de la Cisjordanie et employant plus de 1400 Palestiniens dans ce processus. La dernière entreprise de

Mohammad Sabawi avec son fils, MENA Geothermal, fut la pionnière d'innovations de pointe dans le domaine crucial de l'énergie verte dans le plus improbable des endroits: Ramallah. MENA a même attiré l'attention de promoteurs israéliens désireux de copier le modèle de Ramallah et de réduire les coûts énergétiques dans les bâtiments israéliens et les résidences également. C'est précisément ce genre d'échanges mutuellement avantageux que la génération de Khaled considère comme le précurseur d'une paix durable au

Moyen-Orient. Et c'est également ce genre d'activités économiques que devrait encourager tout gouvernement sérieux à propos de la sécurisation de la paix et de l'indépendance économique. Mais l'expérience de Mohammad et Khaled Sabawi fut fort différente. Devant choisir entre favoriser des relations pacifiques entre les entreprises légitimes israéliennes et palestiniennes ou créer des obstacles à de tels partenariats, l'administration israélienne actuelle a plutôt opté pour la deuxième option.

### ***Deux poids deux mesures à la frontière***

En tant qu'hommes d'affaires canadiens dirigeant des opérations en Cisjordanie, Mohammad et Khaled Sabawi avaient l'habitude de recevoir des visas à entrées multiples valides pour 6 mois. Grâce à ceux-ci, ils pouvaient circuler librement vers et depuis la Cisjordanie pour rencontrer leurs clients, fournisseurs et partenaires d'affaires, assister à des conférences sur l'énergie et accomplir les tâches essentielles à la direction d'une entreprise. En tant que citoyens canadiens, ils pouvaient entrer et sortir d'Israël aux postes frontaliers officiels tels que l'aéroport Ben Gourion ou le pont Sheikh Hussein reliant la Cisjordanie à la Jordanie.

Puis, en janvier 2009, une chose curieuse se produisit. Revenant d'une conférence internationale sur l'énergie à Dubaï, Khaled Sabawi et un confrère canado-palestinien employé chez MENA se sont vus refuser leur retour en Cisjordanie lors de leur passage sur le pont Sheikh Hussein. Cette nuit-là, ils furent forcés de rebrousser chemin vers la Jordanie, leurs passeports canadiens et les liens d'affaires de longue date dans la région étant complètement ignorés.

« Nous étions sous le choc », se souvient Khaled. « On nous a dit: 'Vous passez trop de temps en Israël'. Nous leur avons dit: 'Nous travaillons à Ramallah'. Ils nous ont dit: 'Vous n'êtes pas autorisés à travailler. Vous avez des visas de touristes'. Nous leur avons dit: 'Nous serions plus qu'heureux d'avoir un visa de travail, mais nous ne pouvons pas » Les appels subséquents du père de Khaled à l'administration civile ont révélé que Khaled pouvait toujours essayer d'entrer de nouveau en Israël par le pont Allenby, un point d'entrée non officiel situé à deux heures au sud du passage du Sheikh Hussein. Il essaya d'y passer une semaine plus tard, mais là encore, il fut refoulé sans explication.

L'expérience de Khaled au niveau de ses entrées et sorties des territoires palestiniens s'est depuis transformée en cauchemar synonyme de longues heures d'attente au pont Allenby, d'interrogatoires hostiles de la part des autorités frontalières et de traitements humiliants, sans l'assurance de savoir que s'il avait à quitter la Cisjordanie, il serait autorisé à y revenir.

Le 29 juin, il s'en revenait d'une convention sur les énergies renouvelables à Sharm el-Sheikh via le passage d'Allenby. Il fut de nouveau détourné – après avoir attendu au passage pendant huit heures. « J'étais la dernière personne présente », se rappelle-t-il à propos de cette tentative de passage particulièrement peinante. « Tous les fonctionnaires des douanes avaient quitté. Les nettoyeurs arrivaient alors que j'étais toujours là entrain d'attendre ». Aucune raison n'est jamais fournie pour expliquer la longue attente. Ni d'excuses d'ailleurs, et les questions de Khaled n'ont souvent rencontré rien d'autre qu'un silence obstiné et indifférent.

Khaled et son père ont tous les deux cherché à obtenir un visa de travail de l'Autorité palestinienne, mais ont été avisés que cela relevait de l'autorité d'Israël. Les Israéliens les ont renvoyés de nouveau à l'Autorité palestinienne et tamponné leurs passeports d'un visa de touriste valide un mois restreignant leur circulation aux territoires palestiniens seulement. Les demandes de renseignements adressées au chef de la mission canadienne à Ramallah ont également conduit à une impasse.

### ***Silence et reculs***

Il serait injuste de dire que seuls les Canadiens d'origine palestinienne ou arabe sont soumis au profilage racial et se voient refuser l'entrée en Israël ou dans les territoires palestiniens. Certains Américains ont également subi un traitement similaire, mais contrairement aux Canadiens, leur gouvernement s'est rapidement prononcé contre ce profilage racial.

Mais Khaled Sabawi, ce spécialiste de l'énergie verte passionné et éloquent en plus d'être un fier Canadien, est toujours en attente d'une réponse de la part de son député. « Je devrais au moins obtenir une réponse », dit-il, incrédule. « C'est à cause du Canada – de mes droits et de mon éducation canadiens – que je suis en mesure de donner en retour ».

« Je ne peux plus organiser des rencontres avec des Israéliens dorénavant et beaucoup de nos équipements proviennent de fabricants israéliens. Je ne peux pas acheter chez eux s'il m'est impossible de les rencontrer pour négocier », a déclaré Khaled à TIME.com en juin. « Nous allons retirer nos investissements si nous ne pouvons pas être là pour superviser nos entreprises. Ce sera trop risqué pour nous d'investir en Palestine ».